

Glossaire

AA	Administrateur auxiliaire
Acquis	Terme désignant, dans le cadre de l'Union européenne, un ensemble de traités et d'accords communs relatifs à la coopération en matière d'asile.
Action 1	Définition des activités fondamentales de l'UNHCR : caractère central de la fonction de protection, capacité d'assistance et de réponse aux situations d'urgence de l'UNHCR, rôle du personnel dans l'accomplissement de la mission de l'Organisation
Action 2	Analyse des préoccupations immédiates de l'Organisation, découlant de l'insuffisance des ressources, et étude des moyens permettant de réaliser des économies, en fonction des priorités définies durant l'Action 1.
Action 3	Étude des problèmes de collecte de fonds, avec une mise en évidence de la nécessité d'instituer des mécanismes de financement adéquats pour satisfaire aux besoins découlant des programmes de l'Organisation
ADB	Banque asiatique de développement
AfDB	Banque africaine de développement
AFIS	Système automatique d'identification des empreintes digitales
AIIA	Action pour les droits de l'enfant
ARC	Appointments and Promotions Board

Assistance au développement pour les réfugiés (DAR)	Aide supplémentaire au développement destinée à améliorer la répartition des charges et à soulager les pays qui accueillent d'importantes populations de réfugiés ; à promouvoir la qualité de vie des réfugiés et à encourager leur autosuffisance en attendant que des solutions durables soient trouvées à leur sort ; à améliorer la qualité de vie des communautés d'accueil.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BFCNU	Base de données des fournisseurs communs des Nations Unies
BIDDH	Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme
BIT	Bureau international du travail
BSP/ONU	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
CAC	Comité administratif de coordination
CAD	Comité d'aide au développement
CAP	Consultations Asie-Pacifique
CASWANAME	Bureau régional pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient
CCA	Évaluation commune des pays
CCS	Conseil des Chefs de secrétariat
CCQPO	Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux activités opérationnelles

CdE	Conseil de l'Europe
CDG	Cadre de développement global
CDI	Commission du droit international
CDS	Centre de détention spécial
CE	Commission européenne
CEAH	Comité exécutif sur les affaires humanitaires
CEDAW	Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté d'États indépendants
CERE	Conseil européen sur les réfugiés et les exilés
CIAB	Conseil international des agences bénévoles
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIO	Comité international olympique
CIP	Plan d'exécution global
Clauses de cessation	Dispositions légales indiquant les conditions dans lesquelles le statut de réfugié devient caduc.
CNP	Comité des nominations et des promotions
Comex	Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire
Convention Plus	Accords « spéciaux » multilatéraux destinés à compléter la Convention de 1951 sur les réfugiés. Ils visent à instituer des arrangements conjoints dans les secteurs où des engagements multilatéraux sont nécessaires et négociables. Cette initiative, conçue pour renforcer la Convention de 1951, a été présentée par le Haut

	Commissaire lors de la cinquante-troisième session du Comité exécutif, en octobre 2002.
CPI	Comité permanent interorganisations
CPR	Réseau de prévention des conflits et de reconstruction après les conflits
DAFI	Programme allemand Albert Einstein de bourses universitaires pour les réfugiés
DDC	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
Développement par l'intégration sur place (DLI)	Stratégie proposée par le Haut Commissaire lorsque l'intégration des réfugiés dans leur pays d'accueil est une solution viable. Elle consiste à solliciter une assistance supplémentaire au développement afin de remédier durablement au sort des réfugiés par le biais de l'intégration sur place.
DIH	Droit international humanitaire
Dublin II	Effectif dès le 1er septembre 2003. Le Règlement fourni une base légale afin d'établir les critères et les mécanismes pour déterminer l'Etat responsable de l'examen de la demande d'asile d'un citoyen d'un pays tiers dans l'un des Etats-membres de l'UE (excl. Danemark mais incl. l'Islande et la Norvège).
DPA	Département des affaires politiques (ONU)
DPKO	Département des opérations de maintien de la paix (ONU)
DSR	Détermination du statut de réfugié
ECHO	Office humanitaire de la Communauté européenne
ELENA	Réseau juridique européen sur l'asile

EMTP	Programmes de formation à la gestion des situations d'urgence
EPG	Groupe de personnalités éminentes
ERC	Coordonnateur des secours d'urgence
ERISS	Système électronique de soumission et d'information sur la réinstallation
Ex-RYM	ex-République yougoslave de Macédoine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOP	Accord-cadre pour les partenariats opérationnels
FDE	Fonds de développement européen
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
FRAME	Cadre d'évaluation et de suivi de l'environnement dans les opérations en faveur des réfugiés
FSI	Fonds de soutien immédiat
GCC	Conseil de coopération du Golfe
GIP	Groupe international de police
HCDH	Haut Commissaire (des Nations Unies) aux droits de l'homme
HCMN	Haut Commissaire (de l'OSCE) aux minorités nationales
IAAP	Groupe consultatif interorganisations
IAPSO	Bureau des services d'achat interorganisations (PNUD)

ICRIRR	Conférence internationale sur l'accueil et l'intégration des réfugiés
IFR	Initiative des femmes rwandaises
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
KFOR	Force multinationale de paix au Kosovo
KIMS	Système de gestion des informations et des documents
LIFE	<i>Learning In and From Emergencies</i>
MERCOSUR	<i>Mercado Común del Sur</i> - Marché commun du Sud
MGF	Mutilations génitales féminines
MINUK	Mission des Nations Unies pour l'administration transitoire du Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour le référendum au Sahara occidental
MONUC	Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MONUG	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
MOU	Mémorandum d'accord
MST	Maladies sexuellement transmissibles
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCHA	Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
ODPR	Bureau des personnes déplacées et des réfugiés

OHR	Bureau du Haut Représentant (Bosnie-Herzégovine)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIOS	Services de contrôle interne des Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la santé
OIT	Organisation internationale du travail
ONUSIDA	Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAC / PAG	Processus d'appel consolidé / Procédure d'appel global
PAD	Peuples anciennement déportés : peuples qui ont été déportés de leur patrie historique pendant la période soviétique. Les personnes appartenant à cette catégorie sont parfois apatrides. (Cette définition, qui s'applique à des situations dans les pays de la CEI, n'a ni portée universelle ni force contraignante.)
PAM	Programme alimentaire mondial
PAR	Rapport d'appréciation du comportement professionnel
PARinAC	Partenariat en Action
Pays tiers sûr	Concept permettant de refuser l'asile pour des raisons techniques relatives à l'itinéraire emprunté par le demandeur, qui a traversé un ou plusieurs pays.
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du territoire
PHARE	Assistance pour la reconstruction de l'économie - Programme de l'Union européenne étendu ensuite à d'autres pays d'Europe centrale et d'Europe orientale

PIB	Produit intérieur brut
PIR	Projets à impact rapide
PKF	Forces de maintien de la paix
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
POP	Planification orientée vers la population
PPMS	Système de gestion du programme et de la protection
<i>prima facie</i>	Pratique en vertu de laquelle tout individu faisant partie d'un afflux massif est considéré comme un réfugié (réfugié de prime abord ou <i>prima facie</i>).
Projet de renouvellement des systèmes de gestion (PRSG)	Projet visant à remplacer des systèmes informatiques dépassés par de nouveaux systèmes d'information dans les fonctions suivantes : Finances, Chaîne d'approvisionnement, Ressources humaines et États de paie.
PTF	Personnes transférées de force : personnes qui ont été contraintes de regagner le pays dont elles ont la nationalité en raison de circonstances ayant mis leur vie en danger, telles que des conflits armés, des troubles internes, des conflits ethniques ou des violations systématiques des droits de l'homme, et qui ont besoin d'une assistance pour se réinstaller dans ce pays. (Cette définition, qui s'applique à des situations dans les pays de la CEI, n'a ni portée universelle ni force contraignante.)
RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies

« 4 R »
Rapatriement,
Réintégration,
Réhabilitation
et
Reconstruction

Dans les pays d'origine qui sortent d'un conflit, le Haut Commissaire propose de mettre en œuvre le concept des « 4 », qui réunit des acteurs et des fonds humanitaires et de développement. Il vise à établir des liens entre les quatre processus afin d'éviter d'autres exodes massifs, de faciliter le rapatriement viable et de favoriser la bonne gouvernance.

Refoulement

Renvoi d'une personne vers un territoire sur lequel elle risque d'être persécutée ou transférée sur un autre territoire où elle serait exposée à des persécutions.

Réfugiés
relevant du
mandat

Personnes qui ont été reconnues comme réfugiées par l'UNHCR agissant en vertu de son Statut et de la résolution pertinente de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le statut de réfugié relevant du mandat est particulièrement important dans les États qui n'ont adhéré ni à la Convention de 1951 ni au Protocole de 1967.

RH

Ressources humaines

RO

Réserve opérationnelle

SADC

Communauté pour le développement de l'Afrique australe

SAS

Stratégie d'autosuffisance

SEAD

Développement des petites activités économiques

SFDI

Fonds social pour le développement des PDI

SFOR

Force de stabilisation (Bosnie-Herzégovine) (OTAN)

SGBV

Violence sexuelle ou liée à l'appartenance sexuelle

SGC

Système de gestion des carrières

SGED

Système de gestion électronique des documents

SGO

Système de gestion des opérations

Solution de la
fuite /
du relogement
à l'intérieur du
pays

Idée selon laquelle les réfugiés devraient chercher un lieu où ils seraient en sécurité dans leur pays d'origine, avant de solliciter l'asile dans un pays étranger - contraire aux principes fondamentaux de la protection des réfugiés.

SRSg

Représentant spécial du Secrétaire général (Nations Unies)

TACIS

Assistance technique à la Communauté d'États indépendants (Union européenne)

THAP

Personnes bénéficiant d'une assistance humanitaire à titre temporaire

UA

Union africaine (précédemment Organisation de l'unité africaine, OUA)

UE

Union européenne

UNCAS

Services aériens communs des Nations Unies

UNCT

Équipe des Nations Unies dans le pays

UNDAF

Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

UNDG

Groupe des Nations Unies pour le développement

UNESCO

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNF

Fondation (Turner) pour les Nations Unies

UNHCR 2004

Processus présidé par le Haut Commissaire, consistant à examiner comment l'Organisation pourrait être plus solidement positionnée pour remplir son rôle de principale institution chargée de remédier aux problèmes des réfugiés.

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UN-IP	Programme de développement intégré des Nations Unies
UNMIBH	Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine
UNOCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
UNOHCI	Bureau du Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Iraq
UNSECOORD	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité
Phases du plan de sécurité des Nations Unies	<p>Le plan de sécurité est propre au pays et tient compte des caractéristiques politiques, géographiques et autres du lieu d'affectation concerné. L'ONU utilise un système mondial de gestion de la sécurité, composé des cinq phases suivantes :</p> <p>Phase un - mesures de précaution : avertir le personnel que les conditions de sécurité dans le pays ou dans une partie du pays sont telles que la prudence est de mise. Tout déplacement vers le lieu d'affectation est soumis à l'autorisation du Responsable désigné.</p> <p>Phase deux - limitation des déplacements : tous les membres du personnel et membres de leurs familles sont priés de demeurer à leur domicile jusqu'à nouvel ordre. Aucun déplacement en direction ou à l'intérieur du pays n'est permis, sauf s'il s'agit d'un déplacement jugé indispensable</p>

et expressément autorisé par le Responsable désigné.

Phase trois - réinstallation : signe d'une dégradation substantielle des conditions de sécurité, qui peut entraîner la réinstallation des membres du personnel ou des membres de leur famille y ayant droit.

Phase quatre - suspension des programmes : tous les fonctionnaires internationaux dont la présence était jusqu'alors jugée indispensable à la poursuite des activités prévues aux programmes sont évacués, à l'exception des fonctionnaires directement impliqués dans des opérations d'urgence et de secours humanitaires ou des affaires de sécurité.

Phase cinq - évacuation : la décision d'activer la phase cinq, soumise à l'approbation du Secrétaire général indique une extrême dégradation de la situation, exigeant le départ de tous les fonctionnaires internationaux du pays.

UNTAET	Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
VCT	Vivres contre travail
VIH/SIDA	Virus d'immunodéficience humaine/Syndrome d'immunodéficience acquise
VNU	Volontaire des Nations Unies
WSP International	Précédemment WSP - Projet pour les sociétés déchirées par la guerre